

II- Les relations extérieures du Québec

Manon Tessier

Volume 27, numéro 4, 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703668ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703668ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Tessier, M. (1996). II- Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 27(4), 877–883. <https://doi.org/10.7202/703668ar>

II – Les relations extérieures du Québec

(juillet à septembre 1996)

A — Aperçu général

C'est par une action directe sur les scènes européenne, latino-américaine et asiatique au niveau économique que se traduisirent, ce trimestre, les principales préoccupations internationales du gouvernement Bouchard. En septembre, le ministre des Relations internationales séjourna dans trois pays asiatiques dans le but de promouvoir la coopération et le développement des échanges commerciaux tandis que le vice-premier ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances pilota, à la même période, une vaste mission économique au Chili et au Brésil où il tint essentiellement le même discours. On constate aussi des préoccupations similaires dans les rapports du Québec avec le Sénégal, l'Angleterre, la Bavière et certains États américains.

B — Les politiques d'immigration

Le ministre délégué aux Relations avec les citoyens et à l'Immigration, M. André Boisclair, écrit le 13 juin à son homologue fédéral, Mme Lucienne Robillard, pour lui indiquer que le gouvernement du Québec s'apprêtait à apporter des ajustements dans ses services d'accueil aux demandeurs d'asile. Le gouvernement québécois se retirait notamment du financement des soins de santé pour les revendicateurs de statut de réfugié. À l'issue d'une rencontre entre les deux ministres, le gouvernement fédéral confirmait en septembre que les revendicateurs seront désormais couverts par le Programme fédéral de santé intérimaire comme c'est le cas dans les autres provinces canadiennes. Le Québec continuera d'autre part à assumer une gamme de services essentiels dont un soutien financier de base pour l'hébergement et l'instruction des enfants mineurs¹.

Par ailleurs, le quotidien *Le Devoir* rapportait en août que, du 1^{er} avril 1995 au 31 mars 1996, 1065 personnes sur les 2233 devant être déportées du Québec vers leur pays d'origine avaient pris la fuite. Il s'agit d'une augmentation de 15 % par rapport à 1994-1995, année durant laquelle 537 personnes sur 1641 s'étaient soustraites à un ordre de déportation². Enfin, le gouvernement québécois présentait, en septembre, sa nouvelle grille de sélection des immigrants indépendants qui entrera en vigueur le 1^{er} octobre. Les nouveaux critères privilégient l'ensemble des qualifications des travailleurs plutôt que le simple besoin de leurs compétences professionnelles spécifiques³.

1. Cabinet du ministre délégué aux Relations avec les citoyens et à l'Immigration, *Communiqué*, 14 juin 1996 et 6 septembre 1996.

2. *Le Devoir*, 15 août 1996, pp. A1-A8.

3. Cabinet du ministre délégué aux Relations avec les citoyens et à l'Immigration, *Communiqué*, 30 septembre 1996; *Le Devoir*, 1^{er} octobre 1996, p. A4.

C — La Francophonie

Une partie du séjour du ministre Simard au Viêt-nam était consacrée aux dossiers de la Francophonie, ce pays étant l'hôte, en novembre 1997, du prochain Sommet francophone. M. Simard a alors rencontré le Vice-Premier ministre et Président du Comité de la Francophonie, M. Nguyen Khanh, ainsi que le ministre des Affaires étrangères, M. Nguyen Manh Cam, et tous trois ont reconnu la nécessité de compléter rapidement la réforme institutionnelle de la Francophonie qui doit tourner celle-ci vers l'action politique et le développement socio-économique de ses membres. Le ministre Simard a, par ailleurs, confirmé à ses hôtes le soutien technique du gouvernement québécois pour la préparation du Sommet et la réalisation de plusieurs projets de coopération entre le Québec et le Viêt-nam⁴.

D — Le Québec et les États-Unis

La coopération scientifique et technologique avec des États américains était au rendez-vous ce trimestre. D'abord, en juin, la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, Mme Rita Dionne-Marsolais, et le Commissaire au Commerce du New Jersey, M. Gualberto Medina, signèrent un protocole d'entente sur la coopération économique, scientifique et technologique⁵. Dans la foulée de cette entente, plusieurs entreprises biotechnologiques québécoises et américaines étudieront des possibilités d'alliances stratégiques tandis que d'autres collaboreront dans des secteurs comme les logiciels, les produits pharmaceutiques et les télécommunications. D'autre part, en septembre, le gouverneur de Pennsylvanie, M. Tom Ridge, dirigeait une mission commerciale dans les secteurs de la biotechnologie, de l'environnement et de l'instrumentation médicale. Il rencontra, lors de son passage au Québec, le premier ministre Bouchard avec qui il explora le potentiel d'une future coopération américano-québécoise dans ces domaines⁶.

E — Le Québec et l'Europe

1 — La France

Le Québec réagissait avec surprise et déception à la décision de la France d'interdire les produits de l'amiante à compter du 1^{er} janvier 1997. Afin de contrecarrer la possible influence sur les décideurs du débat social et médiatique qui a eu lieu en France sur ce sujet, le Québec entend contester l'étude de

4. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse*, 11 septembre 1996; Délégation générale du Québec à Paris, *Lettre du Québec*, vol. 10, no 1, septembre-octobre 1996, p. 3.

5. Cabinet de la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, *Communiqué*, 20 juin 1996; *Québec Update*, vol. XIX, no 5, octobre 1996, p. 3.

6. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse*, 9 septembre 1996; *Québec Update*, vol. XIX, no 5, octobre 1996, pp. 1-2.; *Le Devoir*, 11 septembre 1996, p. A4.

l'Institut national français de la Santé, sur laquelle s'appuie la décision française, en transmettant au gouvernement de nouvelles données scientifiques. En août, le premier ministre Bouchard écrit à son homologue français, M. Alain Juppé, pour lui faire part de la position de son gouvernement tandis que le ministre des Relations internationales, Sylvain Simard, se rendait à Paris, le 12 septembre. D'autres échanges ministériels sont prévus au cours des prochains mois⁷.

2 – La tournée européenne de M. Bernard Landry

Afin d'expliquer aux banquiers et aux investisseurs européens la politique budgétaire de son gouvernement et d'étudier la possibilité de contracter des emprunts en monnaies étrangères, le ministre d'État à l'Économie et aux Finances effectuait du 4 au 11 juillet une tournée des principales capitales financières d'Europe. Il se rendit en Suisse, en Allemagne, en France et en Angleterre⁸.

3 – L'Angleterre

Mme Rita Dionne-Marsolais, la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, dirigeait, au début de septembre, une mission de prospection d'investissements et de recherche de partenariats pour l'industrie aéronautique québécoise en Angleterre. Elle participa notamment au Salon international aéronautique et spatial de Farnborough et rencontra des responsables de plusieurs multinationales implantées au Québec, notamment ceux de Rolls-Royce, de Lucas et de Bell Helicopter⁹.

4 – La Bavière

Le Québec recevait du 4 au 7 septembre une délégation de l'État libre de la Bavière dirigée par le vice-ministre président et ministre d'État de l'Éducation, de la Culture, de la Science et de l'Art, M. Hans Zehetmair. La délégation bavaroise a rencontré le Premier ministre, plusieurs ministres et représentants de milieu universitaire dans le cadre de la coopération existant entre le Québec et la Bavière. Le groupe de travail institué pour coordonner cette coopération se réunira d'ailleurs à Munich en novembre prochain pour un bilan de cette visite¹⁰.

7. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse*, 12 septembre 1996 et *Lettre du Québec 96-07-04*; *Le Devoir*, 4 juillet 1996, p. B2, 9 août 1996, pp. A1-A10, 29 août 1996, p. B2 et 12 septembre 1996, pp. A1-A8.

8. Ministère des Relations internationales, *Lettre du Québec 96-07-04 Le Devoir*, 9 juillet 1996, p. A4.

9. Délégation générale du Québec à Paris, *Lettre du Québec*, vol. 10, no 1, septembre-octobre 1996, p.7.

10. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse*, 4 septembre 1996.

5 – La Belgique

Le ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard, effectuait une visite officielle en Belgique du 13 au 18 septembre. M. Simard a visité Bruxelles, Charleroi, Liège et Namur, le Québec étant l'invité d'honneur, dans cette dernière ville, de la 74^e édition des Fêtes de la Wallonie. Il a aussi rencontré plusieurs représentants gouvernementaux dont le ministre des Affaires étrangères de la Belgique, le ministre-président du gouvernement flamand et le ministre-président de la région wallonne, en plus de présider les travaux du Conseil d'administration de l'Agence Québec/Wallonie-Bruxelles avec le ministre des Relations extérieures de la région wallonne et de la Communauté française de Belgique¹¹.

6 – La Catalogne

Du 6 au 11 juillet, le président du gouvernement autonome de la Catalogne, M. Jordi Pujol, accompagné de trois ministres, effectuait une visite officielle au Québec. Le président Pujol et le premier ministre Bouchard ont notamment procédé à la signature d'une entente-cadre de coopération et à la conclusion de sept ententes sectorielles dans des domaines aussi variés que la télévision, les bibliothèques nationales et la santé. La visite de M. Pujol, qui se rendait par la suite à Ottawa, aura aussi été marquée par une brève controverse rapportée dans les journaux francophones et anglophones alors qu'il comparait la situation du catalan et du français comme langue nationale minoritaire¹².

F — Le Québec, l'Amérique centrale et latine

1 – La mission du ministre Landry au Chili et au Brésil

Le vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, M. Bernard Landry, entreprenait le 29 août un voyage de sept jours au Chili et au Brésil. Il pilotait alors une imposante délégation composée d'une trentaine d'entreprises québécoises spécialisées dans le génie-conseil, les mines, l'énergie, les pâtes et papiers et les transports. Tant au Chili qu'au Brésil, M. Landry cherchait à créer des occasions d'affaires grâce à des rencontres avec des ministres et secondait les efforts des entreprises québécoises en visitant Santiago au Chili, puis Sao Paulo, Belo Horizonte et Brasilia au Brésil. La mission a été couronnée d'ententes de transferts technologiques et de contrats. Parmi les contrats signés, notons ceux de la firme SNC-Lavalin pour la mise en place d'un concentrateur de cuivre et de la compagnie Microturbines Technologies pour la création d'une plateforme de démonstration de petites centrales hydro-électriques. D'autres contrats dont les négociations semblent promet-

11. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse*, 13 septembre 1996.

12. Ministère des Relations internationales, *Lettre du Québec 96-07-04*; *Le Devoir*, 5 juillet 1996, p. A4, 11 juillet 1996, p. A4, 12 juillet 1996, p. A4, 27-28 juillet 1996, p. A9; *The Globe and Mail*, 11 juillet 1996, p. A4, 12 juillet 1996, p. A4 et 17 juillet 1996, p. A18.

teuses pourraient s'ajouter à cette liste au cours des prochains mois. Le ministre Landry a dressé un bilan positif de sa tournée qui s'inscrivait, a-t-il rappelé, dans le contexte de l'appui indéfectible du Québec à l'intégration économique des Amériques¹³.

2 – Haïti

Le Québec montrait de nouveau sa solidarité avec Haïti ce trimestre. D'une part, l'Assemblée nationale du Québec aidera son homologue haïtienne à se doter d'instruments démocratiques en offrant son expertise pour la production d'un journal des délibérations parlementaires et autres documents d'utilité parlementaire¹⁴. D'autre part, une députée, Mme Solange Charest, se rendait en Haïti, à l'invitation du ministre de la Santé publique, assister à la cérémonie d'inauguration de la pharmacie d'un hôpital universitaire qui a reçu le soutien financier du Québec. Mme Charest devait aussi profiter de son séjour pour discuter de l'orientation de l'action humanitaire québécoise dans le domaine de la santé¹⁵.

G — Le Québec et le Sénégal

Tel que convenu lors de la visite officielle du président Abdou Diouf en mai dernier, une mission industrielle sénégalaise se rendait au Québec dans le but d'établir des partenariats dans plusieurs secteurs dont les mines, la pêche et le tourisme. Accompagné de gens d'affaires, cinq ministres du Sénégal pilotaient cette mission dont on espère des retombées importantes, le taux de croissance annuel de l'économie de ce pays étant évalué à 6 % pour les années 1996-2001. Une première entente fut d'ailleurs signée à cette occasion. Celle-ci porte sur la formation de 200 techniciens en électronique par une firme québécoise¹⁶.

H — Le Québec et l'Asie

Le nouveau ministre québécois des Relations internationales démontrait son intérêt envers l'Asie en effectuant une mission commerciale qui l'amenait à Séoul, Hong Kong, Shanghai, Beijing et Hanoï, du 29 août au 11 septembre¹⁷.

13. Cabinet du vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, *Communiqué*, 28 août 1996, *Mot du ministre au Chili*, *Mot du ministre au Brésil* et *Programme*, s.d.; *The Globe and Mail*, 29 août 1996, p. B4; *Le Devoir*, 29 août 1996, p. B2, 5 septembre 1996, p. B2 et 18 septembre 1996, p. B3.

14. *Le Devoir*, 23 août 1996, p. A4.

15. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse*, 17 septembre 1996.

16. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse*, 29 août 1996 et 3 septembre 1996.

17. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse*, 27 août 1996, 30 août 1996, 5 septembre 1996 et 11 septembre 1996; *The Globe and Mail*, 7 septembre 1996, p. A9; *Le Devoir*, 28 août 1996, p. B2.

M. Simard s'arrêtait d'abord brièvement en Corée du Sud afin d'y rencontrer le vice-président de la KOTRA (Agence gouvernementale coréenne pour le commerce extérieur) et confirmer avec lui l'ouverture en octobre d'un bureau de la KOTRA à Montréal. Une mission sud-coréenne se rendra d'ailleurs au Québec peu après l'ouverture du bureau dans le but d'identifier plus précisément les domaines de haute technologie qui feront l'objet d'une collaboration entre le Québec et la Corée du Sud.

M. Simard effectuait ensuite une courte escale à Hong Kong pour rencontrer les responsables québécois et canadiens de l'immigration en poste dans cette île qui reviendra à la Chine en 1997. Se rendant en Chine par la suite, le ministre prenait la tête d'une délégation spécialisée en science et technologie. Dans la capitale chinoise, il rencontra les responsables du Bureau national des experts étrangers tandis qu'à Shanghai, il fut reçu par le vice-maire avec qui il signa une nouvelle entente de coopération dans ce domaine. M. Simard a en outre coprésidé la première réunion du Comité sino-québécois de science et technologie et visité un centre d'études spécialisées sur le Québec, des parcs technologiques et des établissements industriels.

Le ministre québécois a par ailleurs indiqué à des journalistes couvrant son passage en Chine que le Québec examine présentement un moyen, à la fois efficace et économique, de s'offrir un mode de représentation officielle en Chine. Le gouvernement québécois souhaiterait également que Beijing ouvre un consulat à Montréal, ce qui porterait à trois les consulats de la Chine au Canada, après ceux de Toronto et Vancouver.

M. Simard terminait son séjour asiatique au Viêt-nam en y discutant notamment de la préparatoïn du prochain Sommet de la Francophonie qui se tiendra dans ce pays en 1997 (cf. section C). Il eut aussi plusieurs réunions de travail sur la coopération Québec-Viêt-nam. Le gouvernement vietnamien a alors exprimé le souhait que le Québec s'associe à de nouveaux secteurs de coopération dont ceux de la santé et de l'agriculture. Enfin, le ministre québécois a brièvement évoqué avec les autorités vietnamiennes le cas d'un citoyen canadien, M. Trần Triêu Quân, retenu prisonnier au Viêt-nam.

I — Chronologie thématique*

Les crues torrentielles du Saguenay fin juillet :

Le Premier ministre français, M. Alain Juppé, adresse un message de solidarité à son homologue québécois à la suite des inondations qui ont frappé la région du Saguenay. (*Le Devoir*, 26 juillet 1996, p. A4). Le gouvernement américain verse pour sa part 25 000 \$ us au fonds de secours établi par la Croix-Rouge canadienne (*Le Devoir*, 27-28 juillet 1996, p. A4).

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des évènements non rapportés dans les rubriques précédentes.

L'accord de libre-échange Canada-Israël

31 juillet :

Le vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances se réjouit de la signature à Ottawa de l'Accord de libre-échange entre le Canada et Israël puisque cette entente favorisera, à partir de janvier prochain, l'accès des exportations québécoises vers ce pays. Les exportations du Québec vers Israël représentaient en 1995 plus de 40 % des exportations canadiennes. (Ministère des Relations internationales, *Lettre du Québec* 96-08-01) .

L'accès aux logiciels de langue française

début août :

La ministre de la Culture et des Communications, Mme Louise Beaudoin, indique avoir écrit au président de la compagnie Microsoft, M. Bill Gates, au sujet de la disponibilité des logiciels de langue française. Elle se déclare satisfaite des assurances données par M. Gates afin que la version française existante d'un logiciel soit disponible en même temps que sa version anglaise. (*Le Devoir*, 2 août 1996, p. A6).

Nominations diplomatiques et autres

10 juillet : Mme Michèle Bussièrès revient de son poste de déléguée du Québec à Mexico pour occuper celui de sous-ministre aux Relations internationales. (*Le Devoir*, 11 juillet 1996, p. A4).

2 septembre : M. Denis de Belleval succède à Gérard Latulippe à la Délégation générale du Québec à Bruxelles. (*Le Devoir*, 22 juillet 1996, pp. A20-A21).

13 septembre : On apprend la nomination de Mme Lucie Latulippe comme sous-ministre adjointe et chef du protocole. (Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse*, 13 septembre 1996).